

L'accès à l'eau, droit de l'Homme ou loi du marché ?

Existe-t-il une voie méciane entre marché et solidarité voire un chemin permettant de la dépasser concernant l'accès à l'eau ? L'auteur Franck Duhautoy fonde ses analyses sur différents ordres et systèmes juridiques. L'étude est accessible à tous ceux, juristes ou simples citoyens, qui s'intéressent à ce thème essentiel au carrefour de l'économie, de l'environnement et des droits de l'Homme. Aux Éditions Johanet, janvier 2015.

Titre

L'accès à l'eau, droit de l'Homme ou loi du marché ?

Auteur

Franck Duhautoy

Éditeur

Éditions Johanet

ISBN

979-10-91089-15-9

Pages

752

Sortie

janvier 2015

Prix

56.00 euros

Achat

Existe-t-il une voie mÃ©diane entre marchÃ© et solidaritÃ© voire un chemin permettant de la dÃ©passer concernant l'accÃ“s Ã l'eau ? Cette interrogation constitue le fil conducteur de cet ouvrage aux analyses fondÃ©es sur diffÃ©rents ordres et systÃmes juridiques. L'Ã©tude se veut pÃ©dagogique afin d'Ãªtre accessible Ã tous ceux, juristes ou simples citoyens, intÃ©ressÃ©s par ce thÃ¨me essentiel au carrefour de l'Ã©conomie, de l'environnement et des droits de l'Homme.

Historiquement, comme en attestent coutumes et droits positifs anciens ou religieux, la fourniture de l'eau oscille entre deux modÃles : usage libre / usage appropriÃ©. Le droit international tout comme les droits positifs internes contemporains en sont les hÃ©ritiers en balanÃ§ant entre les dimensions Ã©conomiques et vitales de l'accÃ“s Ã l'eau. L'ouvrage revisite les discours contradictoires alternant critiques d'une marchandisation de l'Ã©conomie hydrique et louanges des forces du marchÃ© censÃ©es assurer un approvisionnement Ã chacun. Les analyses juridiques dÃ©veloppÃ©es rÃ©vÃ©lent que la libÃ©ralisation totale du secteur de l'eau est loin de triompher. Aide sociales mais aussi nombre de jurisprudences facilitent aux plus dÃ©munis l'accÃ“s Ã cette ressource vitale. En effet, l'eau est davantage perÃ§ue comme un patrimoine que comme un bien Ã©conomique qui, avec ses services, relÃ©verait d'un marchÃ© dÃ©bridÃ©. En dÃ©sacralisant le droit de propriÃ©tÃ© issu de la RÃ©volution franÃ§aise, le concept de patrimoine commun de l'humanitÃ© revitalise l'idÃ©e d'appropriation simultanÃ©e prÃ©sente au sein du droit fÃ©odal occidental. Il s'agit d'une innovation mariant efficacitÃ© et respect des droits humains. L'analyse se clÃ©te en formulant diffÃ©rentes propositions qui pourraient, Ã l'avenir, contribuer Ã amÃ©liorer l'existence de centaines de millions, voire de milliards d'Ã¢tres humains.

L'auteur - Franck Duhautoy est docteur en droit public. Il est Ã©galement titulaire d'une maÃ®trise d'histoire romaine et professeur de lycÃ©e d'histoire-gÃ©ographie. Il a consacrÃ© sa thÃse au droit Ã l'eau, entre droits de l'Homme et droit des affaires. Franck Duhautoy a collaborÃ© au "Programme Lascaux, penser une dÃ©mocratie alimentaire", programme d'Ã©tude en droit sÃ©lectionnÃ© par le Conseil europÃ©en de la recherche. Il est l'auteur de diffÃ©rents articles publiÃ©s au sein des revues juridiques Droit de l'environnement et Comparative, Law Journal of the Pacific. Il y a Ã©voquÃ© des thÃmes aussi variÃ©s que le droit international de l'investissement, la possible survie d'Ã‰tats dÃ©territorialisÃ©s, les avancÃ©es du droit Ã©tasunien sur le rÃ©chauffement climatique... Franck Duhautoy est membre de la SociÃ©tÃ© franÃ§aise du droit de l'environnement (SFDE) et de l'European Society of International Law (ESIL).